



CHAPITRE 304

Loi des évêques catholiques romains

Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins d'incompatibilité, le terme

«diocèse»; *a*) «diocèse» désigne toute division territoriale, présente ou future, soumise à la juridiction d'un évêque, et située en tout ou en partie dans les limites de la province; ce terme comprend spécialement un archidiocèse, un diocèse, un exarchat, une abbaye *nullius*, un vicariat apostolique et une préfecture apostolique;

«évêque»; *b*) «évêque» désigne un archevêque, un évêque, un exarque, un abbé *nullius*, un vicaire apostolique, un préfet apostolique et un administrateur apostolique, tant qu'il agit comme tel et demeure en communion avec l'Église catholique romaine;

«corporation». *c*) «corporation» désigne une corporation constituée sous le régime de l'article 3 de la présente loi. 14 Geo. VI, c. 76, a. 2.

Interprétation. **2.** Dans toute loi les termes «corporation archiépiscopale» ou «corporation épiscopale» comprennent aussi une corporation constituée sous le régime de l'article 3 de la présente loi. 14 Geo. VI, c. 76, a. 18

Charte. **3.** Le lieutenant-gouverneur peut, au moyen de lettres patentes émises sous le grand sceau, accorder une charte constituant en corporation tout évêque qui lui en fait la demande. 14 Geo. VI, c. 76, a. 3.

Nom. **4.** Le nom de la corporation est, en français: «Le (*titre du chef ecclésiastique constitué en corporation: archevêque, évêque, etc.*) catholique romain de (*nom du diocèse*)

CHAPTER 304

Roman Catholic Bishops Act

1. In this act, saving incompatibility, the term

(*a*) "diocese" means any territorial division, present or future, subject to the jurisdiction of a bishop and situated in whole or in part within the limits of the Province; such term includes specifically archdiocese, diocese, exarchate, abbey *nullius*, apostolic vicariate and apostolic prefecture;

(*b*) "bishop" means an archbishop, bishop, exarch, abbot *nullius*, vicar apostolic, prefect apostolic and administrator apostolic, so long as he acts as such and remains in communion with the Roman Catholic Church;

(*c*) "corporation" means a corporation constituted under the authority of section 3 of this act. 14 Geo. VI, c. 76, s. 2.

2. In every act the terms "archiepiscopal corporation" or "episcopal corporation" shall also include a corporation constituted under the authority of section 3 of this act. 14 Geo. VI, c. 76, s. 18.

3. The Lieutenant-Governor may, by letters patent issued under the Great Seal, grant a charter incorporating any bishop who may apply to him therefor. 14 Geo. VI, c. 76, s. 3.

4. The name of the corporation shall be, in English: "The Roman Catholic (*title of the ecclesiastical head incorporated*) of (*name of the diocese of such head*)" and,

de ce chef) » et, en anglais: "The Roman Catholic (title of the ecclesiastical head incorporated) of (name of the diocese of such head)". 14 Geo. VI, c. 76, a. 4.

in French: « Le (titre du chef ecclésiastique constitué en corporation: archevêque, évêque, etc.) catholique romain de (nom du diocèse de ce chef) ». 14 Geo. VI, c. 76, s. 4.

Siège social.

5. Le siège social de la corporation est à l'endroit du siège résidentiel de l'évêque constitué en corporation ou, si tel siège résidentiel est en dehors de la province, à l'endroit, dans la province, désigné dans la requête pour constitution en corporation. 14 Geo. VI, c. 76, a. 5.

5. The corporate seat of the corporation shall be at the place of residence of the bishop constituted a corporation or, if such place of residence is outside the Province, at the place in the Province, designated in the petition for incorporation. 14 Geo. VI, c. 76, s. 5. Corporate seat.

Avis.

6. Un avis de l'émission des lettres patentes constituant une corporation sous l'autorité de la présente loi est publié dans la *Gazette officielle de Québec* par le secrétaire de la province. 14 Geo. VI, c. 76, a. 6.

6. Notice of the issue of the letters patent constituting a corporation under the authority of this act shall be published in the *Quebec Official Gazette* by the Provincial Secretary. 14 Geo. VI, c. 76, s. 6. Notice.

Membres.

7. Sont de droit et successivement membres de la corporation et ils en exercent tous les pouvoirs, l'évêque constitué en corporation et tous ses successeurs dans la même fonction.

7. The bishop constituted a corporation and all his successors in the same office shall, of right and successively, be members of the corporation and exercise all its powers. Members.

Défaut de membres.

La corporation subsiste malgré le défaut de membre. 14 Geo. VI, c. 76, a. 7.

The corporation shall subsist though it may have no member. 14 Geo. VI, c. 76, s. 7. No members.

Vacances.

8. En cas de vacance du siège épiscopal d'un évêque constitué en corporation, tout vicaire capitulaire, provicaire, pro-préfet ou administrateur, peut de droit et tant qu'il occupe sa fonction exercer les pouvoirs de cette corporation. 14 Geo. VI, c. 76, a. 8.

8. In the case of a vacancy in the episcopal see of a bishop constituted a corporation, any vicar capitular, pro-vicar, pro-prefect or administrator may, of right and so long as he holds his office, exercise the powers of such corporation. 14 Geo. VI, c. 76, s. 8. Vacancy.

Fins.

9. Les fins de la corporation sont la religion, l'enseignement, l'éducation, la charité et l'hospitalisation. 14 Geo. VI, c. 76, a. 9.

9. The objects of the corporation are religion, teaching, education, charity and hospitalization. 14 Geo. VI, c. 76, s. 9. Objects.

Pouvoirs.

10. Pour la poursuite de ses fins, la corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires, et spécialement les suivants:

10. For the attainment of its objects, the corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations, and especially the following: Powers.

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

(a) to have a seal and alter it at will;

b) ester en justice;

(b) to appear before the courts;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute oeuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

(c) to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des résidences de clercs, séminaires, collèges, maisons

(d) to acquire, establish, own, maintain, administer and manage residences for clergy, seminaries, colleges, teaching or

d'enseignement ou d'éducation, hôpitaux, hospices, refuges, centres récréatifs, bibliothèques et, nonobstant toute disposition législative incompatible, des églises, chapelles, cimetières, presbytères, salles publiques, terrains de jeux;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi, et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (chap. 275) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit directement en son nom ou soit indirectement au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes, lui céder tout bien quelconque, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) acquérir par expropriation avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine, tout bien jugé nécessaire pour la poursuite de ses fins, et spécialement tout

educational institutions, hospitals, asylums, refuges, recreational centres, libraries and, notwithstanding any incompatible legislative provision, churches, chapels, cemeteries, parsonages, public halls and playgrounds;

(e) to bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever;

(f) to borrow money on its credit by any method recognized by the law, and especially by bills of exchange, notes or other negotiable instruments;

(g) to hypothecate or pledge its immoveables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way whatsoever to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

(h) to issue bonds or other title-deeds or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

(i) notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, secure or pledge, while at the same time retaining the possession of the same, moveable and immoveable property, present or future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Chap. 275) or any other act that may replace the latter;

(j) to invest its funds in any manner deemed suitable, either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

(k) to support any person pursuing any object similar to one of its own, transfer to such person any property whatsoever, gratuitously or not, make loans to the same and secure or guarantee his obligations or engagements;

(l) to accept any gift, legacy or other liberality;

(m) to acquire, possess, administer and alienate all moveable and immoveable property by all legal methods and by any title whatsoever;

(n) to acquire by expropriation, with the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council and upon such conditions as he shall determine, any property deemed necessary for the pursuit of its

immeuble pour emplacement d'une église, chapelle, presbytère, cimetière, salle publique;

o) acquérir, posséder et exercer hors du territoire de la province les droits et pouvoirs que lui reconnaissent ou confèrent les lois en vigueur dans toute autre province ou tout autre pays;

p) déléguer par écrit à tout vicaire général, à tout vicaire délégué dans les vicariats ou préfectures apostoliques, ou à l'administrateur remplaçant l'évêque pendant l'absence de ce dernier, l'exercice de l'un ou de plusieurs des pouvoirs énumérés au présent article, sauf et excepté celui prévu au paragraphe *n.* 14 Geo. VI, c. 76, a. 10.

objects, and especially any immovable for the site of a church, chapel, parsonage, cemetery or public hall;

(o) to acquire, possess and exercise outside the territory of the Province the rights and powers recognized or conferred upon it by the laws in force in any other province or country;

(p) delegate in writing to any vicar-general, to any vicar deputed to vicariates or apostolic prefectures, or to the administrator replacing the bishop during his absence, the exercise of one or more of the powers mentioned in this section, save and except the one provided for by paragraph *n.* 14 Geo. VI, c. 76, s. 10.

Immeubles.

11. La corporation devra disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de vingt-cinq années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins. 14 Geo. VI, c. 76, a. 11.

11. The corporation shall dispose within a reasonable delay of the immovables which, for a period of twenty-five consecutive years, shall not have been used for the pursuit of its objects. 14 Geo. VI, c. 76, s. 11. Immove-ables.

Réglementation.

12. La corporation peut, à l'occasion, établir des règlements concernant :

a) sa régie interne;

b) la nomination, les fonctions, les devoirs et la rémunération de ses officiers, agents et serviteurs;

c) la nomination et la régie d'un comité exécutif et de comités spéciaux qui peuvent être créés pour la réalisation de ses fins;

d) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, oeuvres et entreprises;

e) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins. 14 Geo. VI, c. 76, a. 12.

12. The corporation may, if need be, make regulations respecting: Regulations.

(a) its internal management;

(b) the appointment, functions, duties and remuneration of its officers, agents and servants;

(c) the appointment and the management of an executive committee and of special committees which may be created for the attainment of its objects;

(d) the administration, management and control of its property, works and undertakings;

(e) the pursuit of its objects in general. 14. Geo. VI, c. 76, s. 12.

Nom, etc. modifié.

13. La corporation peut, si le Saint-Siège change le nom ou le siège du diocèse, modifier son nom corporatif ou l'endroit de son siège social; avis par écrit est donné au secrétaire de la province de toute telle modification, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle de Québec*. 14 Geo. VI, c. 76, a. 13.

13. The corporation may, should the Holy See change the name or the seat of the diocese, change its corporate name or the place of its corporate seat; written notice is given to the Provincial Secretary of any such change, and such notice shall be published in the *Quebec Official Gazette*. 14 Geo. VI, c. 76, s. 13. Name, etc., amended.

Trans-
port de
biens.

14. Toute personne qui détient des biens en fiducie ou de quelque autre manière pour l'une des fins mentionnées à l'article 9 de la présente loi, ou toute personne à qui de tels biens sont dévolus,

14. Every person who holds property in trust or in any other manner for any of the purposes mentioned in section 9 of this act, and every person upon whom such property devolves, may transfer the Transfer of property.

peut les transporter en tout ou en partie à toute corporation constituée sous le régime de la présente loi; cette dernière est alors responsable des fiducies grevant ces biens dans la mesure des biens ainsi reçus. 14 Geo. VI, c. 76, a. 14.

same in whole or in part to any corporation constituted under the authority of this act; the latter corporation shall then be responsible for the trusts affecting such property to the extent of the property so received. 14 Geo. VI, c. 76, s. 14.

Registre. 15. Un registre doit être tenu au siège social de la corporation et dans lequel doivent être consignés les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par l'article 12 et les délégations prévues par le paragraphe *p* de l'article 10.

15. A register shall be kept at the corporate seat of the corporation in which shall be entered the regulations made pursuant to the powers conferred by section 12 and the delegations provided by paragraph *p* of section 10.

Authenticité. Ce registre est authentique, ainsi que les extraits certifiés par l'évêque du lieu ou par le chancelier du diocèse.

Such register, as well as abstract certified by the bishop of the place or by the chancellor of the diocese, shall be authentic.

Extraits. Toute personne intéressée peut le consulter et en obtenir à ses frais extrait certifié. 14 Geo. VI, c. 76, a. 15.

Any person interested may consult it and obtain at his own expense certified extracts therefrom. 14 Geo. VI, c. 76, s. 15.

Corporation non éteinte. 16. La suppression d'un diocèse n'entraîne pas l'extinction de la corporation constituée de son chef; cette dernière continue à subsister et ses pouvoirs sont exercés par l'évêque du diocèse dans lequel se trouve le siège de la dite corporation. 14 Geo. VI, c. 76, a. 16.

16. The suppression of a diocese does not entail the extinction of a corporation which its head constitutes; this corporation shall continue to exist and its powers shall be exercised by the bishop of the diocese in which its corporate seat is located. 14 Geo. VI, c. 76, s. 16.

Dissolution. 17. Une corporation constituée sous le régime de l'article 3 de la présente loi sera dissoute à compter du trentième jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* d'un avis donné à telle fin par l'évêque exerçant les pouvoirs de telle corporation. 14 Geo. VI, c. 76, a. 17.

17. A corporation constituted under the authority of section 3 of this act shall be dissolved from the thirtieth day after the publication in the *Quebec Official Gazette* of a notice to that effect by the bishop exercising the powers of such corporation. 14 Geo. VI, c. 76, s. 17.

Preuve de fonction. 18. Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec constituera pour toutes fins la preuve qu'un clerc occupe la fonction d'évêque d'un diocèse ou toute autre fonction mentionnée dans la présente loi. 14 Geo. VI, c. 76, a. 19.

18. A certificate of the chancellor of the Archdiocese of Quebec shall constitute for all purposes proof that a clergyman holds the office of bishop of a diocese or any other office mentioned in this act. 14 Geo. VI, c. 76, s. 19.

Charte. 19. Le lieutenant-gouverneur peut aussi, à la requête d'un évêque, accorder par lettres patentes émises sous le grand sceau une charte constituant en corporation, pour l'une des fins mentionnées à l'article 9 et aux conditions énoncées en la requête, tout conseil, comité, organisme ou oeuvre.

19. The Lieutenant-Governor may also, upon petition by a bishop, grant by letters patent issued under the Great Seal a charter incorporating, for any of the purposes mentioned in section 9 and upon the conditions contained in the petition, any council, committee, organization or association.

Requête. La requête de l'évêque indique la fin de la corporation, son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges mentionnés à

The petition of the bishop shall indicate the purpose of the corporation, its corporate seat, the powers, rights and

l'article 10 dont elle jouira, les règles pour l'exercice de ses pouvoirs et pour la désignation de ses membres ou administrateurs.

Existence. La corporation existe à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* d'un avis de l'émission des lettres patentes.

Modification. Le lieutenant-gouverneur peut également, à la demande de l'évêque, modifier par lettres patentes supplémentaires les règlements et pouvoirs d'une corporation constituée sous le régime du présent article; avis de l'émission de ces lettres patentes est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolution par l'évêque. L'évêque du diocèse dans lequel se trouve le siège social d'une corporation constituée sous le régime du présent article peut la dissoudre par un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution, les biens de telle corporation, après paiement de ses obligations, sont attribués à cet évêque. 14 Geo. VI, c. 76, a. 20.

Donations. **20.** Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation constituée sous l'autorité de l'article 3 de la présente loi, les donations qu'elles jugent convenables pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de grands séminaires, et ce, par résolution adoptée à la majorité des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum. 14 Geo. VI, c. 76, a. 21.

privileges mentioned in section 10 which it will enjoy, the rules for the exercise of its powers and for the designation of its members or administrators.

Existence. The corporation shall exist as from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of a notice of the issue of the letters patent.

Amendments. The Lieutenant-Governor may also, upon application of the bishop, amend by supplementary letters patent the by-laws and powers of a corporation constituted under the authority of this section; notice of the issue of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolution by bishop. The bishop of the diocese wherein the corporate seat of a corporation constituted under the authority of this section is located may dissolve it by a notice published in the *Quebec Official Gazette*. In the event of dissolution, the property of such corporation, after payment of its obligations, shall devolve on such bishop. 14 Geo. VI, c. 76, s. 20.

Donations. **20.** Notwithstanding any contrary or incompatible provision, the corporations constituted under the laws of the Province are authorized to consent to and make to the corporation constituted under the authority of section 3 of this act, the donations which they deem suitable to help to defray the cost of building and maintaining grand seminaries, and this, by resolution passed by the majority of the administrators then present at a meeting called for such purpose, provided there be a quorum. 14 Geo. VI, c. 76, s. 21.